

Informations de base	
2025/2904(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur la détention arbitraire de Javier Marañón Montero et David Rodríguez Ballesta, citoyens de l'Union, en Guinée équatoriale	
Subject 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général Zone géographique Guinée équatoriale	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
08/10/2025	Débat en plénière		
09/10/2025	Décision du Parlement	T10-0223/2025	Résumé
09/10/2025	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2025/2904(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150 Règlement du Parlement EP 150-p2
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B10-0438/2025	06/10/2025	
Proposition de résolution		B10-0439/2025	06/10/2025	
Proposition de résolution		B10-0440/2025	06/10/2025	
Proposition de résolution		B10-0441/2025	06/10/2025	
Proposition de résolution		B10-0442/2025	06/10/2025	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T10-0223/2025	09/10/2025	Résumé

Résolution sur la détention arbitraire de Javier Marañón Montero et David Rodríguez Ballesta, citoyens de l'Union, en Guinée équatoriale

2025/2904(RSP) - 09/10/2025 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur la détention arbitraire des citoyens européens Javier Marañón Montero et David Rodríguez Ballesta en Guinée équatoriale.

Le texte adopté en plénière a été présenté par les groupes PPE, S&D, ECR, Renew et Verts/ALE.

Les citoyens espagnols Javier Marañón Montero et David Rodríguez Ballesta ont été arrêtés à Malabo en janvier 2025 dans le cadre d'un projet de télévision numérique qui a échoué. Le 7 avril 2025, ils ont été transférés à la prison de Black Beach, connue pour ses conditions inhumaines et ses violations systématiques des droits de l'homme.

Leur détention a tendu les relations entre l'Espagne et la Guinée équatoriale, notamment en raison de l'entrave à l'accès consulaire et de l'isolement punitif qui a suivi l'interception illégale de conversations privées avec des diplomates espagnols. Les deux détenus se sont vu refuser l'accès à un avocat et tout contact avec leur famille. La santé de M. Montero se serait détériorée en raison d'une grève de la faim.

Le Parlement a fermement condamné les cas répétés de conditions de détention inacceptables et de mauvais traitements infligés aux prisonniers en Guinée équatoriale. Il les a considérés comme une violation flagrante du droit international relatif aux droits de l'homme et a appelé les autorités à prendre des mesures immédiates et inconditionnelles, notamment la levée de la détention provisoire, afin de garantir le bien-être de M. Montero et M. Ballesta et le respect de leurs droits, y compris le droit à un procès équitable, l'accès aux soins médicaux et à un conseil juridique.

Il a également exprimé sa préoccupation face à la subordination judiciaire de la Guinée équatoriale au régime, aux violations persistantes des droits de l'homme et à la corruption systémique en Guinée équatoriale sous le régime du président Teodoro Obiang Nguema.

La résolution a appelé à intensifier les efforts diplomatiques concernant leurs cas et a demandé à la Guinée équatoriale de signer l'accord de Samoa afin d'améliorer la coopération internationale et le respect des droits de l'homme.